

Débat

Les sociétés européennes à l'épreuve de l'Europe

Contribution du Cercle des économistes

Olivier Pastré

Témoignages

Elsa Fornero • Pierre Moscovici • Jean-Claude Trichet

Modérateur

Hedwige Chevillon

Les sociétés européennes à l'épreuve de l'Europe

Elsa Fornero, *Université de Turin*

The title and the framework of this debate are a very good illustration of the situation in Italy over the last two years. We had inconsistencies between three different time frames: the very short term, almost immediate, time frame of financial markets; the long term time frame of the relative decline of our real economy, in particular of our manufacturing sector, and the immobile time frame of politics. This produced an inconsistency and at this point Mario Monti was asked to step in and form a technocratic government.

This government, of which I was a member, introduced some fundamental reforms in what I regard as a very positive story. Tribute must be given to the President of the Republic, Giorgio Napolitano for being able to sort out this very difficult situation whose implications went far beyond Italy and included Europe and the euro. Many economists were saying in 2011 and early 2012 that the chance that the euro would disappear within a year was over 50 per cent. I can quote Paul Krugman on this. The crisis was there and the technocratic government's action was a great help in overcoming it.

Hedwige Chevrillon, *BFM Business*

Pierre Moscovici, comment se faire réélire si on fait ce qu'il faut faire ?

Pierre Moscovici, *ministre de l'Économie et des Finances*

Pour un politique, l'objectif n'est pas d'être battu, même si l'obsession n'est pas d'être réélu. Mais il n'y a rien de plus difficile que de faire de la politique. De ce point de vue, le fait de chercher à réconcilier le temps court qui est le temps des urgences, le temps long qui est le temps où les réformes produisent leurs effets, et le temps démocratique qui est scandé par des consultations électorales est à mon sens une fierté. Faire en sorte que l'adhésion démocratique soit au rendez-vous n'est pas une mauvaise chose.

Hedwige Chevrillon

Jean-Claude Trichet, voulez-vous nous aider à comprendre comment les entreprises françaises, espagnoles, italiennes, européennes peuvent être à l'épreuve de cette crise, et surtout à l'épreuve de l'Europe qui parfois semble bien loin. Avez-vous le sentiment que l'on est dans une période encore plus difficile sur le plan des marchés ? Christine Lagarde l'a rappelé, avec la différence de politique entre la FED et la Banque centrale européenne. Est-ce que cela peut créer des distorsions ? Et surtout, est-ce qu'un risque pèse encore sur l'Europe ?

Jean-Claude Trichet, ancien Président de la Banque centrale européenne

Un mot sur le contexte mondial, un mot sur les défis particuliers que l'Europe va relever et un mot sur ce que j'appellerais « la légitimité démocratique nécessaire » de ce qui est en train de se construire.

En ce qui concerne le contexte économique et financier mondial, nous sommes à mes yeux en crise d'adaptation permanente depuis le premier choc pétrolier en 1973, et surtout depuis l'explosion de la crise de l'Amérique Latine au début des années 80. Ensuite, se sont succédé une série de crises d'adaptation structurelles majeures qui ont frappé tous les continents, tous les groupes de pays, y compris bien entendu l'Union soviétique et la Chine qui ont été conduites à changer radicalement de concept économique. L'idée qui s'était bien ancrée selon laquelle les pays avancés étaient eux-mêmes sanctuarisés grâce à une sorte de « privilège » de première industrialisation et d'invention de l'économie de marché, était complètement fautive. Depuis les années 2007-2008, c'est le tour des pays avancés. Ils ont connu trois épisodes successifs dans le développement de leur propre crise financière : la crise des *subprimes* de mi-2007 jusqu'à Lehman Brothers, mi-septembre 2008 qui marque le début d'un épisode absolument dramatique dont aujourd'hui encore on sous-estime la gravité, à savoir la menace grave et immédiate de l'effondrement complet du système financier, et par voie de conséquence, la menace d'une grande dépression. Dans mon analyse, cette dépression eût été pire que celle de 1929, tellement la rapidité de la diffusion et l'ampleur des chocs ont été grandes. Nous sommes depuis fin 2009-début 2010, dans le troisième épisode de la crise, celle des risques souverains. La seule différence est que les deux premiers épisodes avaient un épicycle aux États-Unis, alors que maintenant, l'épicycle est en Europe. La meilleure illustration que je puisse en donner, c'est Ben Bernanke me disant début 2010 en pointant son doigt sur moi, « *Now, Jean-Claude, it's your turn.* » Il avait eu le sentiment de porter le poids de l'épicycle de la crise jusqu'au début 2010, ce qui était vrai. À partir de là, l'Europe, et plus particulièrement la zone euro, a en effet cumulé tous les risques, toutes les difficultés des grands pays avancés et, en sus, les problèmes particuliers à un continent en construction institutionnelle, constitué d'un ensemble de pays qui ont, ensemble, une ambition historique extraordinaire, jamais vue dans le passé de l'histoire humaine.

Un mot sur le temps. L'articulation entre le court terme et le long terme est une spécificité propre aux banques centrales qui doivent réfléchir à l'impact de ce qu'elles font à 10 ans, à 30 ans, à 50 ans, tout en prenant des décisions de court terme tous les mois et en étant en première ligne sur les crises de liquidité lorsqu'elles adviennent.

La résilience du système financier est un problème général. Comment arriver à rendre le système beaucoup plus solide, tout en sachant qu'il ne faut pas, évidemment, avoir un *deleveraging* qui serait totalement tragique, qui nous plongerait effectivement, comme Adair Turner l'a dit, dans une grande dépression.

Le grand défi que je vois pour l'Europe désormais, c'est que nous sommes appelés, par nos propres décisions, prises par nos 17 démocraties que je crois toutes exemplaires, à mettre en œuvre un grand nombre de mesures nouvelles : le semestre européen dont parlait Olli Rehn, le renforcement du pacte de stabilité et de croissance ; j'ai été moi-même ici un défenseur acharné du pacte de stabilité et de croissance (SGP), dans une période (2003-2004) où la France et l'Allemagne étaient contre et s'employaient à en entraver l'application. Nous avons aussi désormais le nouveau pilier de surveillance des déséquilibres macroéconomiques. Dans le jargon, il s'agit de la procédure de «surveillance des déséquilibres macroéconomiques» (*Macroeconomic Imbalances Procedure – MIP*) qui est aussi importante que le SGP (il s'agit de surveiller les évolutions de coûts unitaires de production, les indicateurs de productivité et les déséquilibres externes dans l'ensemble des pays européens de la zone euro). Le MIP est absolument essentiel et son absence était une très grave lacune dans la construction initiale de la zone euro. Il est essentiel que les pays européens qui ont perdu leur compétitivité poursuivent des stratégies de «stabilité compétitive» pour éviter de se retrouver à l'avenir dans la situation de certains pays qui avaient laissé certaines évolutions nominales de revenus et de coûts en euro galoper de +100% en onze ans quand la moyenne était à +35%. J'ai donné aux ministres des Finances tous les mois depuis 2005 les chiffres qui illustraient ces divergences porteuses des plus grandes difficultés. Cela dit, nous avons donc renforcé considérablement une union économique, budgétaire et politique de fait, avec le Pacte de stabilité et de croissance renforcé, avec le Semestre européen avec le nouveau Traité qualifié de «*Fiscal Compact*», avec la Procédure de surveillance des déséquilibres et des compétitivités, avec l'Union bancaire. Mais cette union politique, de fait, n'a pas son pendant en termes de légitimité démocratique. C'est la raison pour laquelle je pense indispensable de donner plus d'importance, de capacité d'influence et de pouvoir de décision ultime au Parlement européen. J'ai fait moi-même des propositions en ce sens. Je crois qu'il s'agit là d'un élément capital. L'Europe est critiquée, me semble-t-il, essentiellement parce que nos concitoyens ne la ressentent pas comme étant réellement, profondément, démocratique. Les élections européennes seront un

moment démocratique très important l'année prochaine pour l'Europe. Je crois que le temps est venu d'aller vers beaucoup plus de démocratie européenne, dans des conditions qui doivent être claires et lisibles par tous les citoyens, avec une relation appropriée entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Vous êtes peut-être étonnés qu'un banquier central fasse l'éloge du Parlement européen, mais je dois dire que dans la crise, l'institution au sein de laquelle le cœur de l'Europe battait vraiment très fort, avec la Commission bien entendu, qui était aussi en première ligne, c'était le Parlement européen ; c'était très impressionnant.

Maintenant, laissez-moi vous donner en conclusion quelques chiffres qui vont vous étonner : le nombre des créations d'emplois dans la zone euro et aux États-Unis depuis la création de l'euro, le 1er janvier 1999 : au dernier trimestre de l'année dernière (je n'ai pas de chiffres plus récents fiables), nous avons créé 13 759 000 emplois dans la zone euro, et les États-Unis ont créé 11 827 000 emplois sur la même période ! Pas loin de 2 millions d'emplois de plus dans la zone euro... Vous savez combien je suis moi-même convaincu que l'Europe a d'énormes progrès à faire. Il faut que notre potentiel de croissance augmente notablement grâce aux réformes structurelles nécessaires. Il ne faut pas être complaisant : nous avons des problèmes de chômage qui sont absolument inadmissibles et dramatiques. Mais ne pratiquons pas en permanence l'*eurobashing* parce qu'il n'est pas justifié. Tous les pays avancés ont, dans la période présente, de très gros problèmes à résoudre.

Hedwige Chevrillon

Pierre Moscovici, comment l'Europe peut aider les sociétés françaises, ou les sociétés européennes, justement, à se sortir de ces épreuves. La parole est à vous.

Pierre Moscovici

Je suis dans une situation un peu singulière, parce que je n'appartiens pas vraiment aux technocrates, je ne suis pas un homme politique aujourd'hui dans l'opposition. Je suis simplement le ministre en exercice d'un pays qui se bat dans la crise. Je regarde l'Union européenne, maintenant comme acteur : j'ai déjà exercé de nombreuses fonctions, j'ai été ministre des Affaires européennes, parlementaire européen, et je pense comme Jean-Claude Trichet qu'il faut réhabiliter son rôle, ou plutôt tenir compte de la croissance de son rôle dans la mécanique européenne. Aujourd'hui, je siège à l'Eurogroupe, cette réunion des 17 ministres des Finances qui a à gérer pour l'essentiel des programmes extrêmement compliqués avec le Fonds Monétaire International et la Banque centrale européenne. Ce qui me frappe tout de même, quand on parle de temps long, temps court, temps économique, temps politique, c'est que l'Union européenne est dans une situation de potentielle déstabilisation qui doit nous inquiéter tous.

Alors, il y a bien sûr la déstabilisation économique et je ne vais pas ajouter à ce qu'a dit Jean-Claude Trichet, mais aussi une déstabilisation politique. Je le dis avec inquiétude, l'inquiétude d'un Européen. Le rapport des opinions publiques à l'Europe me fait peur, aujourd'hui. On voit bien qu'une certaine forme d'austérité crée dans beaucoup de pays (on peut penser à la Grèce, à la Hongrie, à la France) une tentation populiste et que cette tentation populiste elle-même bouscule les institutions. Tant que l'Europe apparaîtra comme une punition, une contrainte, une potion, quelque chose de dur, tant qu'il n'y a pas de lumière au bout du tunnel, à ce moment-là, en effet, les peuples auront tendance à se retourner contre l'Europe. C'est la raison pour laquelle nous devons être, les politiques, quelles que soient nos situations, pour le coup, des créateurs d'espoir, de perspective. Nous ne devons pas laisser l'Europe s'enfoncer dans le rejet, avec le sentiment qu'elle est extérieure, technocratique, précisément, qu'elle ne tient pas compte des aspirations du moment.

Cela passe d'abord, par le constat que dans la zone euro – et je m'en réjouis – il semble que la menace ait changé de nature. On parle de temps court et de temps long. J'ai été très frappé que la zone euro ait su subir le temps. Nous n'avons pas la maîtrise du temps. Les sommets de la dernière chance se sont multipliés. Les négociations auxquelles je peux participer avec Christine Lagarde sont des négociations qui sont plus qu'irritantes parce que nous passons des nuits à décider de sujets qui ont été mal préparés pour prendre des décisions qui, au final, doivent être revues. Mais, tout de même, il me semble que l'euro a trouvé la stabilité, la stabilité financière. Donc, aujourd'hui, la menace, c'est le déficit de croissance. La priorité doit être la croissance.

De ce point de vue, il semble qu'il y ait un début de prise de conscience qui doit beaucoup en effet aux travaux du Fonds Monétaire International, qui doit aussi à une pression extérieure, celle des États-Unis, qui doit à la réflexion de la Commission européenne. Je crois qu'il faut aller jusqu'au bout de cela et mettre au second plan ce que j'appellerais le « nominalisme », c'est-à-dire cet amour excessif de cibles qu'il faut atteindre à un instant donné dans des conditions données et quelles que soient les circonstances. De ce point de vue, le fait que l'on mette en avant la résorption des déficits structurels, que l'on exige de tous les pays – et la France ne fait pas exception – des réformes structurelles qui peuvent être difficiles, qui ne sont pas prises dans le déni, mais qui permettent aussi de tenir compte des structures du pays, de sa sociologie, de sa psychologie, parce que tout cela ne peut être négligé, c'est cette voie-là qu'il faut emprunter. Il faut se donner pour cela le temps nécessaire.

Je suis très reconnaissant à la Commission européenne de nous avoir donné à nous, la France, deux ans pour parvenir en deçà de 3%, tout simplement parce qu'elle a eu l'intelligence de comprendre qu'il ne fallait pas casser la croissance. À l'inverse, pour le pays, cela veut dire ne pas laisser filer ce temps, et agir suffisamment vite et suffisamment fort pour qu'au final, on vienne à remplir ces objectifs.

Hedwige Chevillon

Pensez-vous que la société française soit capable de supporter ces chocs ?

Pierre Moscovici

Oui, je le pense. La démocratie n'est jamais une contrainte, c'est un choix, que beaucoup nous envient. Elle est fragile, la situation dans le reste du monde le prouve, il suffit de regarder ce qui se passe en Égypte, par exemple. Il faut tenir compte de cette fragilité. Il faut réussir justement à marier ces deux temps, celui des urgences et celui du politique, celui aussi du temps des effets des réformes qui est encore plus long. Mais ce sont ces deux choses qu'il faut sans arrêt associer dans une tension qui doit être créatrice.

Sur l'Europe, je voudrais ajouter deux choses. La première est qu'il est très important que l'Europe elle-même se réforme. Je voudrais souligner à ce propos la très grande importance des travaux sur l'union bancaire. C'est un chantier gigantesque qui paraît technique, mais qui est en réalité éminemment politique, si on veut lutter contre la fragmentation financière, pour permettre que les canaux de transmission de la politique monétaire soient plus efficaces, pour faire en sorte que le financement même des PME en bénéficie. Ce chantier est de moyen terme, mais il faut le faire avancer très vite. Il y a un an, on en parlait peu, aujourd'hui, on a posé des fondements dont la directive qui a été adoptée lors du dernier Conseil de l'ECOFIN : la possibilité de recapitaliser de façon directe les banques pour éviter des crises qui pourraient se reproduire. Il y a comme cela toute une série de réformes structurelles qui sont de l'Union européenne elle-même.

Enfin, dernier point, je pense qu'il faudra changer la gouvernance de l'Europe et commencer par la zone euro. Là-dessus, je voudrais faire quelques réflexions. La première est que, dès lors qu'il y a une zone euro (et elle doit être le fer de lance de la construction européenne), il est nécessaire qu'elle ait un budget, en partie à effet contracyclique, par exemple pour assurer un seuil minimal d'assurance chômage. Il faut aussi qu'elle soit plus lisible elle-même, et que l'on ne voie pas, comme cela, 17 ministres qui se réunissent la nuit...

Hedwige Chevillon

Donc, il faut un ministre.

Pierre Moscovici

Je pense qu'il faut un ministre des Finances de la zone euro. On pourrait l'appeler Président permanent de l'eurogroupe, pour ma part je l'appellerai ministre des Finances, il me semble que c'est plus clair, plus visible. En termes d'échéance, il me semble qu'il faudrait profiter du renouvellement l'an prochain des institutions européennes, du Parlement européen et de la Commission européenne. La question qui se pose est de savoir si ce ministre des Finances de la zone euro doit être uniquement le Président de l'eurogroupe, ou s'il doit

être aussi le Commissaire chargé des affaires économiques. À titre personnel, je privilégierais plutôt la seconde solution qui pourrait créer une synergie forte.

Enfin, je ferais une dernière proposition. Le Parlement européen a pris une importance considérable. J'y ai siégé la première fois en 1994. C'était un forum entouré de lobbys. J'y suis retourné en 2004. C'était devenu un Parlement. En 2013, il est encore plus un Parlement. Il a barre sur la Commission. Il a un pouvoir de contrôle, il a un pouvoir de co-législation. Il n'est donc pas logique que nous ayons la zone euro comme instance exécutive, que nous n'ayons pas au sein du Parlement européen une chambre de la zone euro. Je ne dis pas un Parlement de la zone euro distinct du Parlement européen, mais à l'intérieur du Parlement européen, une instance, une commission, un comité, une chambre, qui puisse légiférer sur les affaires qui sont d'intérêt commun à la zone euro. Vous voyez que l'on a beaucoup à faire, mais encore une fois, l'urgence est de réconcilier nos concitoyens avec la construction européenne.

Hedwige Chevrillon

Elsa Fornero, comment est-ce que vous voyez, vous, cette gouvernance économique de l'Europe pour aider les sociétés européennes à traverser cette crise ?

Elsa Fornero

I would like to say some words of caution about reforms. There is an outcry for reforms as if they had miraculous healing power per se. However, I believe that at the European level there are a few misunderstandings about what single countries can achieve in a short time and this can cause problems.

The recent Italian experience is a case in point. Reforms were repeatedly requested by the European Commission; they were initially introduced with the general awareness that this meant sacrifices. But Europe constantly called for more sacrifices and consensus waned. There should be more awareness at European level of how much sacrifice a country can take in a short period.

Apart from outside pressures there is the question of the actual acceptance of reforms. A reform voted by Parliament can still produce little or no results if it is not properly understood, assimilated by people and translated in actual change of behaviour. Taking the Italian pension reform as an example, this was interpreted by public opinion as yet another austerity measure, which I am not denying it is, but there is much more in it that was overlooked. It is a rebalancing of generational relationships that goes far beyond the crisis, it takes part of the pension burden away from younger generations. This however did not get through: when you introduce a basic reform, someone will lose advantages and this provokes immediate opposition since these people see what they regard as "acquired rights" reduced or taken away and do not consider the more general architecture.

Another aspect I want to consider is social cohesion. This is essential in absorbing resentment about «acquired rights» being reduced or taken away; people were not happy with the pension reform but accepted it because of social cohesion, mainly for Europe's sake. Although the popularity of Europe has decreased, like everywhere else in the European Union, Europe is a sort of "sentiment" in Italy, Italians are "naturally" Europeans. No political force in Italy is seriously considering abandoning the euro.

One final consideration: the procedure for excessive deficit was closed a couple of weeks ago. This is a relief. It is not a complete change of scenario but it means that austerity is starting to pay off and that politicians, if they manage to remain credible, have now a chance to design scenarios for the future capable of improving people's welfare.

Jean-Claude Trichet

Je dirais que dans tous les pays avancés, le problème principal est que la quasi-totalité des opinions publiques sont elles-mêmes trop court-termistes : elles exigent des résultats rapides en se préoccupant peu des conséquences à moyen, long et très long terme. Ceci complique considérablement la gestion optimale de nos démocraties politiques. Cela exige de tous les politiques, de toutes sensibilités, du courage et des efforts considérables de pédagogie. Je crois qu'aujourd'hui, dans la compétition entre les diverses économies, le véritable avantage compétitif, c'est la lucidité de l'opinion publique. Une opinion publique éclairée et lucide est un atout stratégique, à long terme, considérable pour l'économie et la nation concernée. D'où l'importance du débat public informé, de médias de grande qualité, de responsables politiques mais aussi économiques et sociaux n'hésitant pas à s'exprimer et à enrichir l'information et la compréhension de nos concitoyens.

Ceci dit, les hommes politiques sont aussi, bien sûr, le reflet de la lucidité stratégique de leur propre opinion. Comme le disait Pierre Moscovici, leur but n'est pas de ne pas se faire réélire !

2025 : L'Europe à nouveau le centre du monde

 Olivier Pastré

En cette fraîche matinée du 22 Septembre 2025, Thomas Hollande et Dieter von Tiese, le gendre d'Angela Merkel, sont fiers d'eux et, devant les caméras, reproduisent, main dans la main, le geste hautement symbolique qu'avaient fait, 41 ans plus tôt exactement, François Mitterrand et Helmut Kohl. Ils peuvent être fiers d'eux car ce sont eux qui ont convaincu leurs électeurs respectifs d'opérer en 2021 la fusion de leurs deux pays, donnant ainsi naissance à la troisième puissance mondiale, solidement campée sur les bases d'une croissance annuelle du PIB supérieure à 3%. Le Parlement siège à Paris et le gouvernement à Francfort (et non à Berlin). Thomas préside et Dieter gouverne. Résultat ? Un bloc démographique fort de 145 millions de personnes. Un PNB de 6 000 milliards d'euros. Une balance commerciale en excédent de plus de 100 milliards d'euros. Un taux de chômage ramené à moins de 6%.

Ce résultat est le fruit de la complémentarité presque parfaite entre les composantes de cette nouvelle alliance. L'Allemagne apporte deux précieux actifs dans la corbeille de la mariée : sur le plan de la méthode, sa rigueur budgétaire, son expérience de la décentralisation et son sens du compromis salarial ; et, sur le plan des résultats, une industrie performante, investissant massivement en R&D, structurée autour d'ETI bien positionnées sur les marchés mondiaux les plus porteurs et donc puissamment exportatrices. Mais la France dispose d'une dot économique tout aussi précieuse et, surtout, permettant de conforter les faiblesses du « modèle rhénan » : une démographie orientée à la hausse (2 enfants par femme contre 1,4 en Allemagne) ; un taux d'épargne élevé permettant aux Français de disposer d'un patrimoine moyen prêt, pour partie, à s'investir dans de nouveaux projets communs (300 000 euros en 2011 contre

200 000 en Allemagne) ; enfin, un système bancaire concentré et donc capable de financer une croissance potentielle ambitieuse. Cela sans même parler de l'effet de masse que produit, au niveau des entreprises, ce nouvel ensemble. Un tel pays dispose, en effet, du leadership mondial dans au moins six secteurs : l'énergie, le BTP, la chimie, la mécanique, la pharmacie et l'aéronautique.

Troisième charme incontestable d'une telle union : l'effet d'entraînement provoqué en matière de construction européenne. Les 25 autres pays de l'Union perdent ainsi un peu moins de temps à nouer d'improbables alliances avec l'un ou l'autre des deux piliers de l'Europe et se concentrent davantage sur les voies et les moyens leur permettant d'arrimer leur croissance à cette nouvelle locomotive économique. Il est clair que ce nouveau géant économique, de par sa puissance et sa capacité de réaction, a permis aussi de faire resurgir (en particulier pour les jeunes générations) l'ingrédient qui manquait le plus en France et dans une partie de l'Allemagne dans leur quête d'une difficile sortie de crise, à savoir la confiance, indispensable ciment de la croissance et donc de la création d'emplois.

Oh, certes, les voies qui ont mené à cette fusion ont été particulièrement tortueuses et semées d'embûches. Il n'empêche. Nous y sommes enfin arrivés et la physionomie de la gouvernance mondiale s'en est trouvée durablement modifiée. L'économie mondiale a retrouvé, à partir de 2017, un rythme de croissance annuel de 4%. Ce rebond a eu deux causes principales.

D'abord la prise de conscience du caractère profondément récessif des réglementations comptables et prudentielles qui régissaient, jusqu'en 2016 la finance mondiale. L'Europe a reconquis cette année-là sa souveraineté comptable, en dénonçant le contrat qui la liait à l'IASB et, quelques mois après, les normes Bâle IV pour les banques et Solvency III pour les assureurs, adoptées par l'ensemble des pays développés, ont enfin acté le fait que la stabilité financière ne pouvait pas s'imposer au prix de la croissance économique.

Le deuxième ressort de ce sursaut économique a été la relance de l'effort de R&D. En partie du fait de la crise – mais en partie seulement –, l'effort de recherche, véritable terreau de l'innovation et, donc, de la création de valeur, s'était relâché depuis le début du XXI^e siècle. En Europe notamment, l'esprit de l'agenda Lisbonne arrêté en Mars 2000 ne soufflait plus que par intermittence. Il fallait réagir. C'est ce qui a été fait en 2015 par une initiative du G20 fixant des objectifs chiffrés et relativement contraignants aux investissements publics de Recherche et Développement de ses membres. C'est sur cette base que des mini-révolutions industrielles ont vu le jour tant dans le secteur des TIC que dans ceux des nanotechnologies et des énergies renouvelables.

Dans cet environnement économique recomposé, la croissance économique a pu repartir sur de nouvelles bases. Elle a profité aux pays de l'OCDE et aux BRIC mais aussi à toute une série de pays, jadis pauvres mais qui se sont mis, à

leur tour, à émerger. Ce fut notamment le cas de ceux que l'on appelait dans les années 2010-2015 les *next 13*. Ces treize pays (Afrique du Sud, Argentine, Égypte, Indonésie, Iran, Malaisie, Mexique, Nigéria, Philippines, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Vietnam) aux profils économiques et géopolitiques très différents avaient tous un point commun : une démographie très tonique à laquelle un investissement massif dans le système éducatif et une politique industrielle tirant les enseignements du passé ont donné un pouvoir de « destruction créatrice » (Joseph Schumpeter) de premier plan. Ce cercle vertueux s'est en particulier manifesté en Afrique dès lors que l'Europe a pris conscience du potentiel que recelait une intégration plus poussée avec ce continent.

Mais l'Europe, au cours de cette période, ne s'est pas seulement distinguée par le renouvellement de sa politique commerciale et de ses investissements extérieurs. Bien qu'handicapée par le Traité de Nice (2001), qui avait fait le choix de l'élargissement avant celui de l'approfondissement, l'Europe, par une politique de petits pas institutionnels, s'est progressivement dotée d'une gouvernance économique, sinon optimale, au moins opérationnelle et remise sur le droit chemin. L'Espagne et l'Italie se sont réindustrialisées et assagies budgétairement. Tout naturellement, l'Angleterre a quitté le navire européen pour connaître l'une des plus graves crises de son histoire au début des années 2020, démontrant ainsi qu'une économie nationale d'un certain rang ne peut pas reposer sur la seule finance. L'Europe continentale quant à elle a su progressivement trouver un équilibre entre la discipline budgétaire et les investissements d'avenir. Des « eurobonds » ont pu ainsi être lancés une fois mis en place les instruments de contrôle budgétaire rendant les comportements de « passagers clandestins » plus inconfortables et les « effets d'aubaine » moins nombreux.

De même, à la surprise de très nombreux observateurs, une véritable politique industrielle européenne a pu être lancée sous des contraintes très strictes et dans des secteurs, comme l'énergie, les infrastructures et les TIC, clairement délimités. Dans cette Europe convalescente, la France a su dignement tenir son rôle. Après avoir facilement bouclé la réforme de son système de retraite, elle s'est attaquée de manière déterminée aux dépenses de l'État et, en moins de dix ans, sous l'éclairage d'une LOLF revisitée, déclarée prioritaire et pérennisée, le déficit budgétaire a pu céder la place à un excédent à partir de 2019 et le niveau des prélèvements obligatoires a pu enfin commencer à refluer. La France, ayant enfin compris que l'avenir passait par la formation (professionnelle aussi bien qu'initiale) et que l'immigration choisie ne constituait pas une menace mais, au contraire, une chance, a été couronnée au détour des années 2020 première destination européenne pour les IDE (Investissements Directs Étrangers).

Thomas Hollande et Dieter von Tiese ont d'autant plus de raisons d'être satisfaits de la renaissance européenne à laquelle ils ont contribué que le cheminement nécessaire pour arriver à un tel résultat a été tout sauf « un long

fleuve tranquille». Les États-Unis et la Chine ont connu des crises très graves, les premiers parce que la « divine surprise » des gaz de schiste et de l'indépendance énergétique qui en a découlé n'a pu que temporairement masquer les impérities budgétaires passées et répétées, et la seconde parce que l'implacable montée des coûts salariaux a, certes, permis la constitution d'une véritable classe moyenne mais a aussi raboté la compétitivité de toutes ses industries de bas et même de moyen de gamme.

À cela se sont ajoutés deux types de menaces qui n'ont pu être déjouées qu'avec difficulté. D'abord le protectionnisme, qui a franchi un pic en 2015 avec plus de 50 conflits commerciaux portés devant la CRD (Commission de Règlement des Différends) de l'OMC et dont les effets potentiellement dévastateurs n'ont pu être limités que par une intégration plus poussée des échanges au sein d'ensembles économiques régionaux (Europe-Afrique, Asie et Amérique Latine). La deuxième menace à avoir été déjouée a été celle de l'inflation. À la minute où la sortie de crise a pointé le bout de son nez, en 2019, les tensions inflationnistes ont repris, tacitement encouragées par les gouvernements les plus populistes et les plus irresponsables. Cette reprise de l'inflation a eu, certes, le mérite d'alléger pendant quelques semestres le coût de l'endettement des États, mais a fait aussi renaître des craintes d'un temps que l'on croyait définitivement révolu. Ironie de l'histoire, c'est Jack Greenspan, le fils d'Alan, qui, nouvellement nommé patron de la Fed, se fit le plus vigoureux, s'opposant au laxisme monétaire que les sénateurs républicains appelaient de leurs vœux et que son père avait érigé en doctrine à la fin des années 1990.

L'Europe elle-même s'était, certes, progressivement intégrée mais n'en avait pas moins connu des soubresauts économiques plus qu'inquiétants. L'Espagne et l'Italie avaient frôlé le collapsus avant de se ressaisir ; le populisme ambiant avait donné lieu à de violentes « jacqueries » dans certains pays et une partie significative des grands groupes européens étaient passés sous pavillon étranger. La Société Générale était ainsi désormais indienne et Fiat, chinoise. Mais, comme nous l'avons vu, l'Europe avait su réagir à temps...

